

## **DELIBERATION 2023 40 -**

### **MISE EN ŒUVRE D'UNE PRIME DE POUVOIR D'ACHAT EXCEPTIONNELLE AU BENEFICE DE CERTAINS AGENTS DU SYNDICAT**

Séance du Comité syndical du 28 novembre 2023

#### **EXPOSÉ DES MOTIFS**

Le 31 juillet dernier, la publication du décret n°2023-702 a permis la mise en œuvre d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour soutenir le pouvoir d'achat des agents de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique hospitalière dont la rémunération mensuelle brute n'excède pas 3 250 euros.

Le 31 octobre 2023, le décret n°2023-1006 a transposé cette prime pour certains agents relevant de la fonction publique territoriale.

Ainsi, les organes délibérants des collectivités territoriales et des établissements publics peuvent instituer une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle au bénéfice des agents qu'ils emploient.

Pour bénéficier de cette prime, les agents publics doivent satisfaire aux trois conditions cumulatives suivantes :

- Avoir été nommés ou recrutés par un employeur public à une date d'effet antérieure au 1er janvier 2023 ;
- Etre employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023.
- Avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023.

Le montant de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire est déterminé dans la limite du plafond prévu pour chaque niveau de rémunération défini par le barème suivant :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €

Le décret précise les éléments de rémunération non pris en compte pour déterminer l'éligibilité à la prime, sa mise en œuvre pour les agents n'ayant pas été employés et rémunérés pendant

la totalité de la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023 et les modalités pour les agents employés et rémunérés par plusieurs collectivités territoriales ou établissements publics

Accusé de réception en préfecture  
075-000021624-20231128-2023-40-DE  
Date de réception en préfecture : 28/11/2023

Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023.

Cette prime sera versée aux fonctionnaires titulaires, stagiaires et aux contractuels. Elle sera versée en décembre 2023. Le montant total du versement de cette prime est estimé à 4000 € et concerne 8 agents.

Il est proposé de verser cette prime dans les conditions ci-dessus définies aux agents du Syndicat, aux montants de plafonds.

Je vous prie, mes cher·e·s collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président,

## DELIBERATION 2023 40 -

### MISE EN ŒUVRE D'UNE PRIME DE POUVOIR D'ACHAT EXCEPTIONNELLE AU BENEFICE DE CERTAINS AGENTS DU SYNDICAT

Séance du Comité syndical du 28 novembre 2023

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code général des impôts, notamment son article 81 quater ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment son article L. 136-1-1 ;

Vu la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat, notamment son article 1er ;

Vu le décret n° 2008-539 du 6 juin 2008 modifié relatif à l'instauration d'une indemnité dite de garantie individuelle du pouvoir d'achat ;

Vu le décret n° 2019-133 du 25 février 2019 portant application aux agents publics de la réduction de cotisations salariales et de l'exonération d'impôt sur le revenu au titre des rémunérations des heures supplémentaires ou du temps de travail additionnel effectif ;

Vu le décret n° 2023-702 du 31 juillet 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis favorable unanime du Comité social territorial du 9 novembre 2023 placé auprès du CIG de la petite couronne ;

Considérant qu'il appartient au Comité syndical de fixer, dans les limites réglementaires, la nature, les conditions d'attributions et les montants des indemnités applicables aux agents du Syndicat.

#### **Le Comité syndical, après en avoir délibéré,**

**DECIDE** de mettre en œuvre une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle au bénéfice des agents du Syndicat de la manière suivante :

**Article 1er :** Peuvent bénéficier de la prime, les agents publics qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

- avoir été nommés ou recrutés par une collectivité territoriale ou l'un de ses établissements publics à une date d'effet antérieure au 1er janvier 2023 ;
- être employés et rémunérés par une collectivité territoriale ou l'un de ses établissements publics au 30 juin 2023 ;
- avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023 ;



**Article 2 :** La rémunération brute correspond à celle définie à l'article L. 136-1.1 du code de la sécurité sociale de laquelle sont déduits les éléments suivants de rémunération versés au titre de la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023 :

- l'indemnité mentionnée à l'article 1er du décret du 6 juin 2008 susvisé ;
- les éléments de rémunération mentionnés à l'article 1er du décret du 25 février 2019 susvisé, dans la limite du plafond prévu à l'article 81 quater du code général des impôts.

**Article 3 :** la prime est versée par la collectivité territoriale ou l'établissement public qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023.

**Article 4 :** Dans la limite du plafond prévu pour chaque niveau de rémunération défini par le barème suivant, le montant de la prime sera :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €

Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période mentionnée à l'article 2.

**Article 5 :** Lorsque l'agent n'a pas été employé et rémunéré pendant la totalité de la période mentionnée à l'article 2, le montant de la rémunération brute est divisé par le nombre de mois rémunérés sur cette même période puis multiplié par douze pour déterminer la rémunération brute.

**Article 6 :** La prime prévue par le présent décret sera versée sur la paie de décembre 2023.

**Article 7 :** La prime prévue par le présent décret est cumulable avec toutes primes et indemnités perçues par l'agent.

**Article 8 :** Dit que les dépenses résultant de la présente délibération seront imputées sur les crédits inscrits au budget de l'exercice concerné chapitre 012.



Le Président,

Sylvain Raifaud